

T C H É C O S L O V A Q U I E

LES MYSTÈRES DE PRAGUE

En Tchécoslovaquie, les réformes économiques butent sur la privatisation.

L'unité de l'Etat tchécoslovaque est sauvegardée. Du moins provisoirement. La semaine dernière, en effet, les trois Premiers ministres — fédéral, tchèque et slovaque — ont signé un accord sur la répartition des compétences entre le pouvoir central et les républiques. Cette loi, si elle reçoit l'approbation de tous les acteurs concernés, devrait être approuvée par l'Assemblée fédérale en décembre afin d'entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain.

L'occasion, pour nous, de faire le point sur les réformes économiques de ce pays. Un éclairage nouveau sur le virage que tente de prendre la Tchécoslovaquie fourni par Jan Mladek, un scientifique de l'Institut de Prévision de l'Académie des Sciences tchécoslovaque à Prague, qui effectue un stage d'étude de six mois à l'université de Namur.

Vu la rapidité avec laquelle se sont produits les changements politiques en Tchécoslovaquie, nombreux sont ceux qui ont pensé qu'il en irait de même pour les réformes économiques. Or, c'est loin d'être le cas. Malgré le discours très radical en faveur du marché et du système capitaliste du ministre des Finances M. Klaus, et de quelques autres réformateurs, les changements sont plutôt lents. Deux explications essentiellement à cela : la première est d'ordre technique : il est plus aisé d'effectuer des changements politiques que de privatiser une économie au sein de laquelle 96 % du PNB (1988) provient des secteurs public et coopératif. Mais ce n'est probablement pas là que réside le problème majeur.

La nœud du problème est incrusté dans l'esprit des gens. Nous ne devons pas oublier que l'Etat tchécoslovaque a été un pionnier du «socialisme à visage humain» et de la «troisième voie». Or, les partisans de ces idées sont toujours bien vivants et reviennent maintenant au devant de la scène politique et économique. Malheureusement, leur pensée, s'est gelée dans les années 60, alors que les théories managériales remportaient leur plus vif succès à l'Ouest (la proprié-



■ LA TCHÉCOSLOVAQUIE

L'Etat a été un pionnier du socialisme à visage humain et de la troisième voie.

té est secondaire, c'est le management qui est décisif). Or, leurs réformes de l'époque, sans toucher aux droits de propriété, avaient quelque peu amélioré les performances de l'économie tchécoslovaque. De façon assez paradoxale, c'est en fait l'invasion soviétique, en août 1968, qui a «sauvé» la réforme communiste d'un « naufrage » économique. Toujours est-il que cet étrange développement est à l'origine du fait qu'il existait probablement plus de véritables marxistes parmi les dissidents qu'au sein de la nomenclatura communiste.

PRESSE ET ÉCONOMIE. En novembre 1989, la société tchécoslovaque n'est absolument pas préparée à un débat sur les droits de propriété. Dans la presse officielle, le sujet est tabou, mais, plus surprenant, on n'en trouve aucune trace non plus dans les périodiques dissidents. Des économistes dissidents ont certes lancé une revue économique, mais ont abandonné lorsqu'ils se sont rendu compte qu'ils étaient plus marxistes que l'hébdomadaire économique officiel *Hospodarké noviny*.

Dans *Lidové noviny*, le journal clandestin le plus important de l'opposition, peu de place était laissée aux problèmes économiques. En 1989, sur les 13 numéros et parmi les 476 articles publiés, 37 seulement touchaient à l'économie, soit à peine 7,77 %. Ce périodique traitait surtout des problèmes politiques, d'art et de culture, de politique internationale et des droits civils. Je ne sais si c'est un bien ou un mal, mais cela signifie que la nouvelle élite tchécoslovaque, formée par les lecteurs et les rédacteurs de *Lidové noviny*, n'a aucunement conscience de

l'importance et de la profondeur des problèmes économiques.

PRIVATISATION. En outre, si nous regardons ces 37 articles économiques publiés en 1989, nous n'en trouvons pratiquement aucun qui traite de la privatisation. La seule allusion à ce propos se trouve dans un article de Rita Klimova, aujourd'hui ambassadeur tchécoslovaque aux Etats-Unis : «L'honneur aux petits et les conditions de la compétition», où elle prône une économie mixte, où les petites firmes sont «aussi privées».

Pourquoi cette ignorance du problème de la privatisation ? La raison peut en être cherchée du côté de la propagande communiste qui décrivait V. Havel et les autres dissidents comme des gens voulant restaurer le capitalisme en Tchécoslovaquie. Or, c'était loin d'être le cas. Les dissidents étaient plutôt composés d'intellectuels de gauche, combattant pour les droits de l'Homme et la liberté politique ; mais dans le domaine économique, quand ils s'y intéressaient, ils étaient largement anticapitalistes.

Nous pouvons en conclure que les dissidents, qui forment maintenant le noyau de l'élite au pouvoir en Tchécoslovaquie, soit ignorent les questions économiques, soit préconisent une «troisième voie».

Dans les instituts de recherche économique, ils ont été très peu nombreux à observer les débats hongrois et polonais sur les droits de propriété, faisant suite à la discussion occidentale à ce sujet, et il n'y a dès lors pratiquement eu aucun véritable débat sur la privatisation en

■ ■ ■

■ ■ ■

Tchécoslovaquie avant novembre 1989. Et même après cette date, l'ouverture a été lente. Le livre «La Tchécoslovaquie au carrefour» (février 1990) — document en faveur de la privatisation et la libéralisation de l'économie — a ainsi reçu un accueil très froid dans les journaux tchécoslovaques.

Néanmoins, peu à peu, un débat trait-

LES MYSTÈRES DE PRAGUE

Sur quel modèle se fera la re-privatisation accrue des petites propriétés ? 1948, 1945 ou 1939 ?



■ PRIVATISATION OU RE-PRIVATISATION
Une tâche difficile après 30 ou 40 ans de propriété étatique.

tant de privatisation et de re-privatisation est né au sein des discussions sur les réformes économiques.

Ainsi, un projet de privatisation a été élaboré. Une partie du secteur public — le quart ou le tiers — devrait être donnée gratuitement à toute la population. Ce projet présente de nombreux avantages — dont celui de constituer un appui politique à la privatisation —, mais aussi plusieurs inconvénients. Les gens se comporteront-ils en véritables propriétaires, alors qu'ils ont reçu leur propriété gratuitement ? Sans parler des problèmes techniques.

Au début, la re-privatisation est restée à l'arrière-plan : les réformateurs lui préféraient la privatisation. Mais le problème est apparu peu à peu, moins pour des raisons économiques que pour des raisons purement morales, avec l'idée que les dommages causés à la population par le régime communiste devaient

être réparés. Il a d'abord été question des prisonniers politiques, qui devaient être dédommagés pour les années passées dans les prisons communistes ou dans les camps de travail. Ensuite, ce sont les ordres religieux, qui ont réclamé leurs monastères et les ont reçus. Et les pressions en faveur d'une re-privatisation se sont ainsi multipliées.

Au début d'octobre 1990, une loi sur la re-privatisation des plus petites propriétés qui avaient été nationalisées entre 1955 et 1959 (usines, magasins, hôtels, restaurants, ateliers) a été approuvée. Les pressions s'accroissent pour une re-privatisation accrue, mais quelle devrait en être la base ? 1948, 1945 ou 1939 ? On choisira probablement l'année du coup d'Etat communiste, 1948, mais ce n'est pas encore décidé.

D'un point de vue purement moral, la re-privatisation est pleinement justifiée. Il est difficile de lancer une économie de

marché fondée sur la propriété privée sans tenir compte des réclamations des anciens propriétaires.

Mais d'un point de vue économique et humain, c'est loin d'être une tâche aisée. L'appareil juridique tchécoslovaque est actuellement surchargé et incapable de traiter rapidement toutes les réclamations et tous les litiges souvent très compliqués concernant les droits de propriété. Entre-temps, cela signifie que magasins et restaurants sont souvent fermés dans l'attente de la décision des tribunaux. Or, il est important de limiter le plus possible ces difficultés si l'on souhaite sauver la fragile stabilité politique.

Une petite ville située à 120 km au sud de Prague rencontre des problèmes semblables. Un ancien hôtel a été transformé en centre de santé, indispensable pour la ville. Or, voilà que l'ancien propriétaire a réapparu et réclame un bâtiment pouvant à nouveau lui servir d'hôtel. Mais s'il dépose plainte, il crée des ennuis à toute la population de la ville, du moins pour un certain temps.

Il est évident que tous ces problèmes doivent être résolus et des compromis seront nécessaires. En tout état de cause, (re-)privatiser après 30 ou 40 ans de propriété étatique n'est jamais une tâche facile.

QUEL CHOIX ? Dans les médias occidentaux, on exagère souvent les problèmes de l'unification allemande, à mon avis du moins. Comparés aux situations rencontrées en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie, sans parler de la Roumanie, de la Bulgarie ou de l'Union soviétique, ces problèmes sont minimes. Non seulement les ex-Allemands de l'Est reçoivent de l'argent et un support matériel et technique de la RFA, mais encore, ce qui est probablement aussi important, ils parlent la même langue, et les professionnels de chaque branche, à tous les niveaux, peuvent être aidés par des spécialistes ouest-allemands. Un fabricant de souliers ouest-allemand peut apprendre de nouvelles techniques à un confrère d'Allemagne de l'Est, de même pour un banquier, etc. Ce n'est pas le cas des autres pays.

L'alternative devant laquelle se trouvent actuellement les pays de l'ancien bloc soviétique n'est pas un choix entre socialisme et capitalisme ou entre planification centralisée et marché. Ils ont le choix entre, d'une part, une économie de marché se rapprochant peu à peu de l'Europe occidentale, et, d'autre part, une impasse composée d'agitation sociale et nationaliste dans un système constitué par les pires caractéristiques du socialisme et du capitalisme. Il en va probablement de l'intérêt même de l'Europe occidentale d'aider ces pays à éviter la seconde possibilité.

JAN MLADEK ■